

Rentrée 2021 : « Nous voulons les moyens d'enseigner ! »

Le SNFOLC 13 avec les personnels exige que les revendications soient satisfaites !

Les Comités Techniques consultés sur les ouvertures et fermetures de postes ont été réunis ces dernières semaines. Tant au niveau départemental dans les CTSD, qu'au niveau académique dans le CTA, les représentants du personnel ont à l'unanimité et systématiquement refusé la dotation ministérielle et sa répartition par le recteur. Rappelons que pour près de 3000 élèves supplémentaires accueillis dans les établissements du 2nd degré, il y a près de 60 postes en moins pour notre académie !

Ainsi, bien que deux années durant, une crise sans précédent ait considérablement altéré la scolarité des élèves, le ministre Blanquer se refuse de donner à l'Ecole, pour la rentrée prochaine, les moyens indispensables pour fonctionner correctement. Pire, en refusant d'accompagner la croissance démographique,

le ministre prend la responsabilité d'accentuer encore la dégradation des conditions de travail.

Se refusant de répondre à l'épuisement des personnels et aux difficultés des élèves, le ministre Blanquer décide de rendre 200 millions de Budget alloués à son ministère. Est-ce comme cela que Macron et son gouvernement prétendent engager en faveur de l'Education, le combat du 21e sc. ?

Les suppressions de postes et de classes dans l'Éducation, ce sont les suppressions des lits dans les hôpitaux.

Pour le SNFOLC 13, l'urgence n'est pas l'éducation à distance, mais l'ouverture immédiate de classe dans les établissements scolaire, de lits dans les hôpitaux, et le recrutement immédiat de personnels !

Le 25 mars, lors du CTA, des délégations de nombreux établissements de l'académie étaient rassemblées devant le rectorat. À la demande des représentants FO au CTA, une délégation intersyndicale a été reçue. Au cours des échanges, le recteur a indiqué que près d'une centaine d'établissements avait demandé audience. Les personnels et leurs organisations considèrent qu'ils ne sont pas en mesure d'assurer une rentrée dans des conditions acceptables. Ils exigent les moyens nécessaires pour enseigner.

.../...



Réformes du lycée et du Bac : pour FO, c'est toujours non ! Retrait !

Après 3 ans de mise en œuvre, les réformes jumelles du lycée et du Bac révèlent toute l'ampleur de leur nocivité. Elles sont bel et bien ce que FO n'a cessé de dénoncer ces dernières années, une machine à détruire les postes et les enseignements disciplinaires.

Dans de nombreux lycées, les DGH sont en baisse, parfois de façon considérable. Les effectifs explosent littéralement, jusqu'à 37 élèves dans des classes de 2nde ou de Première ! En introduisant une mise en concurrence entre les enseignements dits de « spécialité », ces deux contre-réformes marginalisent certaines disciplines dont l'existence est menacée à court terme.

D'un autre côté, les mathématiques, sorties du tronc commun, sont devenues un enseignement strictement sélectif qui met à l'écart une majorité d'élèves, les privant du même coup d'un accès à de nombreuses filières du supérieur. Et dire que le concepteur du projet, Pierre Mathiot, prétendait en finir avec le soi-disant élitisme des anciennes séries !

Enfin, profitant de la pandémie, le ministre Blanquer tente de donner un coup de grâce au Bac en généralisant le contrôle continu, mesure d'exception qu'il espère sans doute entériner. FO s'y oppose et réitère sa revendication du rétablissement d'un baccalauréat organisé sur la base d'épreuves nationales, terminales et anonymes correspondant aux attentes des enseignants, des élèves et des parents d'élèves !



NE CÉDONONS RIEN!



Ni le SNFOLC 13, ni les personnels ne se résignent à cette rentrée dégradée. Ils revendiquent :

- L'annulation de toutes les suppressions de postes, la transformation des BMP en postes pérennes ;
- Des créations massives de postes de toutes catégories enseignants, CPE, AED, AESH, infirmiers, administratifs, Psy EN, AS, médecins scolaires et de prévention ;
- Le retrait de la circulaire imposant une deuxième heure supplémentaire ;
- Un plan de titularisation de tous les contractuels ;
- L'abrogation des réformes du lycée et du bac qui génèrent des suppressions de postes massives et désorganisent les enseignements ;
- Le Bac doit redevenir un examen basé sur des épreuves nationales, terminales et anonymes, premier grade universitaire garantissant à tous les lauréats un accès à l'université sans aucune discrimination.

La mobilisation continue !

À l'instar d'AESH de 12 établissements du département décidant de se constituer en comité afin de donner une suite au rassemblement du 8 avril, le SNFOLC13 invite les collègues à se réunir sous des formes adaptées pour faire valoir auprès du ministère leurs revendications !